

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,  
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**

[C - 2011/11105]

**14 MARS 2011. — Circulaire  
relative la compétence territoriale des C.P.A.S.  
pour les demandeurs d'asile**

A Mesdames les Présidentes, A Messieurs les Présidents des centres publics d'action sociale,

Mme la Présidente,

M. le Président,

Par la présente circulaire, je tiens à vous informer de la récente modification de la règle de compétence territoriale des C.P.A.S. pour les demandeurs d'asile de l'article 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale et à vous rappeler l'application de la règle de compétence de l'article 2, § 8, de la même loi.

1. Nouvelle règle de compétence de l'article 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale.

L'article 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965 a été modifié par l'article 164 de la loi portant des dispositions diverses du 29 décembre 2010 (*Moniteur belge* du 31 décembre 2010 - éd. 3).

Cette disposition prévoit désormais que :

« Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est compétent pour accorder l'aide sociale à un candidat réfugié ou à une personne bénéficiant de la protection temporaire dans le cadre d'afflux massif de personnes déplacées, le centre public d'action sociale :

a) de la commune où il est inscrit au registre d'attente, pour autant que cette inscription ne soit pas celle de l'adresse de l'Office des Étrangers ou du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides, ou

b) de la commune où il est inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers.

Lorsque plusieurs communes sont mentionnées dans l'inscription d'un candidat réfugié ou d'une personne bénéficiant de la protection temporaire dans le cadre d'afflux massif de personnes déplacées, le centre public d'action sociale de la commune désignée en lieu obligatoire d'inscription est compétent pour lui accorder l'aide sociale.

Nonobstant le maintien de la désignation d'un lieu obligatoire d'inscription, cette compétence territoriale prend fin lorsque :

— soit la procédure d'asile se termine par l'expiration du délai de recours contre une décision du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ou de la Commission permanente de recours des Réfugiés ou par l'arrêt de rejet du recours en annulation porté devant le Conseil d'Etat contre une décision du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ou de la Commission permanente de recours des Réfugiés;

— soit lorsqu'il est mis fin à la protection temporaire des personnes déplacées. »

Il résulte de cette disposition que le C.P.A.S. compétent pour accorder l'aide sociale à un demandeur d'asile est le C.P.A.S. de la commune désignée en lieu obligatoire d'inscription (code 207 C.P.A.S.).

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,  
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE**

[C - 2011/11105]

**14 MAART 2011. — Omzendbrief  
betreffende de territoriale bevoegdheid van de O.C.M.W.'s  
voor asielzoekers**

Aan de Voorzitters van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn,

Geachte Voorzitster,

Geachte Voorzitter,

Via deze omzendbrief breng ik u op de hoogte van de recente wijziging omtrent de bevoegdheidsregel voor asielzoekers vervat in artikel 2, § 5, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en herinner ik u aan de toepassing van de bevoegdheidsregel vervat in artikel 2, § 8, van de voormelde wet.

1. Nieuwe bevoegdheidsregel van artikel 2, § 5, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Artikel 2, § 5, van de wet van 2 april 1965 werd gewijzigd bij artikel 164 van de wet van 29 december 2010 houdende diverse bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 2010 - ed. 3).

Deze bepaling voorziet thans het volgende :

« In afwijking van artikel 1, 1<sup>o</sup>, is bevoegd om maatschappelijke dienstverlening aan een kandidaat-vluchteling of aan een persoon die van de tijdelijke bescherming geniet in het kader van de massale toestroom van ontheemden toe te kennen, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn :

a) van de gemeente waar hij in het wachtregister is ingeschreven, voor zover deze inschrijving niet het adres van de Dienst Vreemdelingenzaken of het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen betreft of

b) van de gemeente waar hij in de bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister is ingeschreven.

Wanneer verschillende gemeenten vermeld zijn in de inschrijving van een kandidaat-vluchteling of van een persoon die van de tijdelijke bescherming geniet in het kader van de massale toestroom van ontheemden is het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente aangeduid als verplichte plaats van inschrijving, bevoegd om hem maatschappelijke dienstverlening toe te kennen.

Niettegenstaande het behoud van de aanduiding van een verplichte plaats van inschrijving houdt deze territoriale bevoegdheid op wanneer :

— ofwel de asielprocedure beëindigd is door het verstrijken van de beroepstermijn tegen een beslissing van het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatlozen of van de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen of ingevolge het arrest tot verwerping van het beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State tegen een beslissing van het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatlozen of van de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen;

— ofwel de tijdelijke bescherming van de ontheemden is beëindigd. »

Uit deze bepaling volgt dat het O.C.M.W. van de gemeente die is aangeduid als verplichte plaats van inschrijving (code 207 O.C.M.W.) bevoegd is voor de toekenning van maatschappelijke dienstverlening aan een asielzoeker.

Lorsqu'aucun C.P.A.S. ni structure d'accueil pour demandeurs d'asile n'a été désigné comme lieu obligatoire d'inscription (en code 207) pour le demandeur d'asile, c'est le C.P.A.S. de la commune où l'intéressé est inscrit au registre d'attente qui est compétent pour accorder l'aide sociale (aide sociale financière, premier loyer, etc.)

En ce qui concerne l'inscription au registre d'attente, le demandeur d'asile est inscrit au registre d'attente de la commune où il a établi sa résidence principale (code 001 et 020) (1). Lorsque le demandeur d'asile n'est pas en mesure d'indiquer une résidence quelconque au moment où il introduit sa demande d'asile, il est alors inscrit provisoirement à l'adresse de l'Office des Etrangers ou du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides (2).

Comme il a été souligné lors des travaux préparatoires de l'article 164 de la loi portant des dispositions diverses du 29 décembre 2010, lorsqu'un demandeur d'asile était inscrit au registre d'attente à l'adresse de l'Office des Etrangers ou du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides, cela avait pour conséquence d'entraîner la compétence territoriale du C.P.A.S. de Bruxelles en vue de l'octroi de l'aide sociale et ce, pour autant qu'il n'y ait pas eu de désignation d'un lieu obligatoire d'inscription ou que cette désignation a été supprimée en application de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. Considérant que dans ce cas d'espèce, l'inscription correspond à une adresse fictive, la modification de l'article 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965 veut remédier à cet inconvénient. Il ne sera plus tenu compte de cette inscription administrative à l'adresse de l'Office des Etrangers ou du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides pour déterminer la compétence territoriale du C.P.A.S.

Suite à sa modification par l'article 164 de la loi portant des dispositions diverses du 29 décembre 2010, l'article 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965 précise désormais qu'est compétent « le centre public d'action sociale de la commune où il est inscrit au registre d'attente, pour autant que cette inscription ne soit pas celle de l'adresse de l'Office des Etrangers ou du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ».

Ainsi, lorsque le demandeur d'asile est inscrit au registre d'attente à l'adresse de l'Office des Etrangers ou du Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides, cette inscription administrative ne sera pas prise en considération pour la détermination du C.P.A.S. compétent.

Dans ce cas, vu que cette inscription au registre d'attente ne peut pas être prise en considération, la règle générale de compétence de l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi précitée est d'application pour déterminer le C.P.A.S. compétent sauf si une autre règle spécifique de compétence prévue à la loi du 2 avril 1965 trouve à s'appliquer. Par exemple, dans le cas où le demandeur d'asile est considéré comme une personne sans abri, c'est le C.P.A.S. de la commune où l'intéressé a sa résidence de fait qui est compétent pour intervenir, en vertu de l'article 2, § 7, de la loi du 2 avril 1965.

Cette inscription du demandeur d'asile à l'adresse de l'Office des Etrangers ne peut également pas être prise en considération pour déterminer le C.P.A.S. compétent lorsque le demandeur d'asile réside dans un établissement visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 avril 1965.

La règle spécifique de compétence de l'article 2, § 5, de la loi précitée ne s'applique qu'aux candidats réfugiés. Cette disposition n'est pas applicable pour les demandeurs d'asile qui ont obtenu une reconnaissance du statut de réfugié, une protection subsidiaire, une régularisation de séjour ou une recevabilité de leur demande de régularisation de séjour sur la base de l'article 9<sup>ter</sup> de la loi du 15 décembre 1980 et pour les personnes dont la procédure d'asile a été clôturée de manière négative et qui sont en séjour illégal sur le territoire.

Wanneer geen enkel O.C.M.W. of opvangstructuur voor asielzoekers werd aangeduid als verplichte plaats van inschrijving (in code 207) voor de asielzoeker, dan is het O.C.M.W. van de gemeente waar de betrokkene in het wachtregister is ingeschreven bevoegd voor het toekennen van maatschappelijke dienstverlening (financiële maatschappelijke hulp, eerste huur, etc...).

Wat de inschrijving in het wachtregister betreft, wordt de asielzoeker ingeschreven in het wachtregister van de gemeente waar hij zijn hoofdverblijfplaats heeft gevestigd (code 001 en 020) (1). Wanneer de asielzoeker bij het indienen van zijn asielaanvraag geen verblijfplaats kan opgeven, wordt hij voorlopig ingeschreven op het adres van de Dienst Vreemdelingenzaken of van het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatlozen (2).

Zoals werd benadrukt tijdens de werkzaamheden ter voorbereiding van artikel 164 van de wet van 29 december 2010 houdende diverse bepalingen, had de inschrijving in het wachtregister van een asielzoeker op het adres van de Dienst Vreemdelingenzaken of van het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatlozen tot gevolg dat het O.C.M.W. van Brussel bevoegd was voor de toekenning van maatschappelijke dienstverlening, voor zover er geen verplichte plaats van inschrijving werd aangeduid of deze aanduiding werd opgeheven met toepassing van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen. Omdat in dit geval de inschrijving in feite gebeurt op een fictief adres, wil de wijziging van artikel 2, § 5, van de voornoemde wet dit ongemak verhelpen. Er zal met deze administratieve inschrijving op het adres van de Dienst Vreemdelingenzaken of van het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatlozen niet langer rekening worden gehouden voor het bepalen van de territoriale bevoegdheid van het O.C.M.W.

Ingevolge de wijziging ervan bij artikel 164 van de wet van 29 december 2010 houdende diverse bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 2010 – ed. 3) bepaalt artikel 2, § 5, van de voornoemde wet thans dat « het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar hij in het wachtregister is ingeschreven [bevoegd is], voor zover deze inschrijving niet het adres van de Dienst Vreemdelingenzaken of het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen betreft ».

Wanneer de asielzoeker in het wachtregister wordt ingeschreven op het adres van de Dienst Vreemdelingenzaken of van het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatlozen, zal deze administratieve inschrijving dus niet meer in aanmerking worden genomen om te bepalen welk O.C.M.W. bevoegd is.

Aangezien met deze inschrijving in het wachtregister geen rekening kan worden gehouden, is in dit geval de algemene bevoegdheidsregel van artikel 1, 1<sup>o</sup>, van de voornoemde wet van toepassing om te bepalen welk O.C.M.W. bevoegd is, behalve indien een andere specifieke bevoegdheidsregel van de wet van 2 april 1965 moet worden toegepast. Bijvoorbeeld wanneer de asielzoeker als een dakloze wordt beschouwd, is het O.C.M.W. van de gemeente waar de betrokkene zijn feitelijke verblijfplaats heeft bevoegd om tussen te komen, en dat krachtens artikel 2, § 7, van de wet van 2 april 1965.

Deze inschrijving van de asielzoeker op het adres van de Dienst Vreemdelingenzaken kan dus evenmin nog in aanmerking worden genomen om het bevoegd O.C.M.W. te bepalen als de asielzoeker verblijft in een instelling bedoeld bij artikel 2, § 1, van de wet van 2 april 1965.

De specifieke bevoegdheidsregel van artikel 2, § 5, van voormelde wet geldt enkel voor kandidaat-vluchtelingen. Deze bepaling is niet van toepassing op de asielzoekers die een erkenning van het statuut van vluchteling, een subsidiaire bescherming, een regularisatie van hun verblijf of de ontvankelijkheid van hun aanvraag voor regularisatie van hun verblijf op basis van artikel 9<sup>ter</sup> van de wet van 15 december 1980 hebben bekomen en op de personen wier asielprocedure negatief werd afgesloten en die illegaal verblijven op het grondgebied.

## 2. Rappel des autres règles de compétence applicables aux demandeurs d'asile

Lorsque les demandeurs d'asile ont le droit de quitter une structure d'accueil et ne se voient plus attribuer un code 207, une règle spécifique de compétence territoriale des C.P.A.S. est prévue pour l'octroi de la garantie locative.

Un paragraphe 8 a été inséré dans l'article 2 de la loi du 2 avril 1965 par l'article 6 de la loi-programme du 22 décembre 2008 (*Moniteur belge* 29 décembre 2008) qui est entré en vigueur le 8 janvier 2009.

L'article 2, § 8, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale dispose que :

« Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le centre public d'action sociale de la commune où se trouve le logement pour lequel l'intéressé sollicite la garantie locative est compétent pour lui accorder cette aide lors de sa sortie d'une structure d'accueil au sens de l'article 2, 10<sup>o</sup>, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. »

Trois éléments essentiels se dégagent de cette disposition :

- Quant à la personne aidée : elle sort d'une structure d'accueil.

Ceci signifie que la demande de constitution d'une garantie locative doit être introduite avant la sortie de la structure d'accueil. Comme il a été précisé lors des travaux préparatoires de l'article 6 de la loi-programme du 22 décembre 2008 (3), cette règle spécifique n'est pas applicable lorsque la personne a déjà quitté la structure d'accueil et s'est déjà installée dans un logement ou est devenue sans abri.

- Quant au type d'aide : une garantie locative à accorder lors de la sortie d'une structure d'accueil.

- Quant au C.P.A.S. compétent : le C.P.A.S. de la commune où se trouve le logement pour lequel l'intéressé sollicite la garantie locative est compétent pour l'octroi de celle-ci.

Lorsqu'un demandeur d'asile a le droit de quitter une structure d'accueil et qu'il introduit une demande de garantie locative pour pouvoir quitter la structure d'accueil et s'installer dans un logement, la règle spécifique de compétence de l'article 2, § 8, de la loi du 2 avril 1965 est d'application pour déterminer le C.P.A.S. compétent pour examiner sa demande de garantie locative.

C'est le C.P.A.S. de la commune où se trouve le logement pour lequel l'intéressé sollicite la garantie locative et dans lequel il va s'installer lors de sa sortie du centre d'accueil qui est compétent pour examiner sa demande de garantie locative.

Lorsque les règles spécifiques de compétence pour les demandeurs d'asile stipulées aux articles 2, § 5, et 2, § 8, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale ne sont pas applicables, la règle générale de compétence de l'article 1, 1<sup>o</sup>, de la loi précitée entre en application sauf si une autre règle spécifique de compétence prévue à la loi du 2 avril 1965 trouve à s'appliquer (par exemple, l'article 2, § 1<sup>er</sup> ou 2, § 7).

Je vous prie d'agréer, Mme la Présidente, M. le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,  
Ph. COURARD

Notes

(1) Conformément à la loi du 24 mai 1994 créant un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de leur qualité de réfugié.

(2) Conformément à la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 30 octobre 1995 relative à la tenue du registre d'attente.

(3) *Doc. Parl. Chambre*, n° 52/1608/001, p.11.

## 2. Herhaling van de overige bevoegdheidsregels van toepassing op asielzoekers

Wanneer asielzoekers het recht hebben om een opvangstructuur te verlaten en er geen code 207 meer wordt toegekend, is er een specifieke regel inzake de territoriale bevoegdheid van de O.C.M.W.'s voorzien voor de toekenning van de huurwaarborg.

In artikel 2 van de wet van 2 april 1965 werd een nieuwe paragraaf 8 ingevoegd, bij artikel 6 van de programmawet van 22 december 2008 (*Belgisch Staatsblad* 29 december 2008), dat in werking is getreden op 8 januari 2009.

Artikel 2, § 8, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bepaalt het volgende :

« In afwijking van artikel 1, 1<sup>o</sup>, is het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar de woonst zich bevindt waarvoor de betrokkene de huurwaarborg vraagt, bevoegd om deze hulp te verlenen bij het verlaten van een opvangstructuur in de zin van artikel 2, 10<sup>o</sup>, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen. »

Uit deze bepaling komen drie essentiële elementen naar voor :

- Met betrekking tot de persoon die steun krijgt : hij verlaat een opvangstructuur.

Dat wil zeggen dat de aanvraag voor een huurwaarborg moet zijn ingediend vóór het verlaten van de opvangstructuur. Zoals werd verduidelijkt tijdens de voorbereidende werkzaamheden voor artikel 6 van de programmawet van 22 december 2008 (3), geldt deze specifieke regel niet wanneer de persoon de opvangstructuur reeds heeft verlaten en reeds een woning heeft betrokken of dakloos is geworden.

- Met betrekking tot het type steun : een huurwaarborg die toegekend dient te worden bij het verlaten van een opvangstructuur.

- Met betrekking tot het bevoegde O.C.M.W. : het O.C.M.W. van de gemeente waar de woning zich bevindt waarvoor de betrokkene de huurwaarborg aanvraagt, is bevoegd voor de toekenning van deze huurwaarborg.

Wanneer een asielzoeker het recht heeft om een opvangstructuur te verlaten en hij een aanvraag voor een huurwaarborg indient om de opvangstructuur te kunnen verlaten en een woning te betrekken, geldt de specifieke bevoegdheidsregel van artikel 2, § 8, van de wet van 2 april 1965 om te bepalen welk O.C.M.W. bevoegd is om zijn aanvraag voor een huurwaarborg te onderzoeken.

Het is het O.C.M.W. van de gemeente waar de woning waarvoor de betrokkene de huurwaarborg aanvraagt en die hij zal betrekken bij het verlaten van het opvangcentrum zich bevindt dat bevoegd is om zijn aanvraag voor een huurwaarborg te onderzoeken.

Wanneer de specifieke bevoegdheidsregels voor de asielzoekers van artikelen 2, § 5, en 2, § 8, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn niet van toepassing zijn, geldt de algemene bevoegdheidsregel van artikel 1, 1<sup>o</sup>, van voormelde wet, behalve indien een andere specifieke bevoegdheidsregel van de wet van 2 april 1965 moet worden toegepast (bijvoorbeeld artikel 2, § 1 of 2, § 7).

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,  
Ph. COURARD

Nota's

(1) Overeenkomstig de wet van 24 mei 1994 tot oprichting van een wachtregister voor vreemdelingen die zich vluchteling verklaren of die vragen om als vluchteling te worden erkend.

(2) Overeenkomstig de omzendbrief van de Minister van Binnenlandse Zaken van 30 oktober 1995 betreffende het houden van het wachtregister.

(3) *Parl. St. Kamer*, nr. 52/1608/001, p.11.